

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

# NICARAGUA

## CONTEXTE GÉNÉRAL

---



Deuxième pays de l'Amérique centrale en terme de superficie, le Nicaragua compte une population de 5,5 millions d'habitants (2005). Ce pays sépare la mer des Caraïbes de l'Océan Pacifique. Quelque 7 % de la superficie du pays est occupée par les lacs de Managua (ou Xolotlan) et de Nicaragua (ou Cocibolca), ce dernier constituant l'une des plus grandes réserves d'eau douce au monde. Le Nicaragua est divisé en 15 départements (et deux régions autonomes), dont Boaco, Carazo, Chinandega, Chontales, Esteli, Granada, Jinotega, León, Madriz, Managua, Masaya, Matagalpa, Nueva Segovia, Rio San Juan, Rivas. La ville de Managua, qui est la capitale et le premier centre commercial du pays, compte au moins un million d'habitants (27 % de la population totale).



Selon l'échelle de développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Nicaragua est passé de la 60<sup>ième</sup> place en 1990 (après 10 ans de conflit armé) à la 110<sup>ième</sup> place en 2005. La Commission Économique pour l'Amérique Latine (CEPAL) estime que 69.4% des ménages



L'équipe SUCO au Nicaragua

nicaraguayens vivent dans la pauvreté, en milieu rural ce pourcentage augmente à 77%. La FAO classe le pays dans la catégorie 4 (l'avant-dernière) des pays avec le plus haut taux de malnutrition au monde. On estime que 40% de la population nicaraguayenne vit avec moins de 1\$US/jour et selon une étude du procureur pour l'enfance, 45% des enfants souffrent de malnutrition et 30% souffrent d'un retard de croissance.

Le Nicaragua est un pays essentiellement agricole (un paradoxe si on tient compte du niveau de malnutrition de la population), 43% de la population travaille dans ce secteur. Les exportations de produits agricoles représentent 61% du total des exportations. Le café, les arachides, la banane, la canne à sucre et le tabac sont les principales exportations, en plus des produits laitiers (fromages), viandes de bœuf et poissons. Les grandes productions sont cependant entre les mains d'une minorité et profitent à quelques individus seulement. L'industrie minière est également fort importante.

Le système éducatif du Nicaragua se porte plutôt mal car le niveau de l'éducation reste particulièrement bas. En effet, le taux d'analphabétisme au Nicaragua se situe autour de 25 %, tandis qu'il est de 5% au Costa Rica. Près de 20 % des enfants n'ont pas accès à l'école primaire et plus de 55 % n'accèdent pas au secondaire. Mais, selon la Banque mondiale, sur 100 enfants qui entrent à l'école primaire, seulement sept parviennent à l'école secondaire et un seul accède à l'éducation supérieure. Chez les plus pauvres, 40 % des enfants sont analphabètes et plus de la moitié des élèves quittent l'école pour des raisons économiques. Ces problèmes sont particulièrement aigus dans les zones rurales.

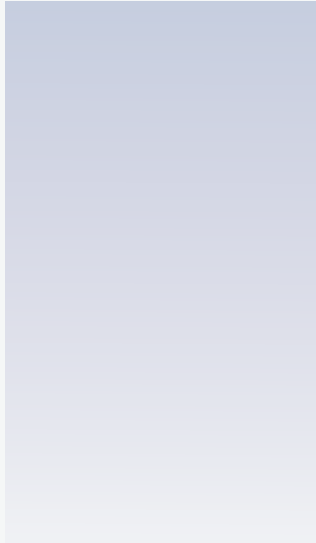
Le taux d'urbanisation s'accroît en raison des mouvements d'émigration massive vers la ville, là où se trouvent les zones franches (les « maquila » surtout dans le domaine du textile) qui emploient une main d'œuvre essentiellement féminine et peu formée. Cette urbanisation engendre des problèmes socio-économiques nombreux causés par le chômage, des infrastructures inadaptées et des services de base insuffisants. L'écart social entre les riches et les pauvres continue de se creuser. La dette extérieure du Nicaragua, une des plus élevées au monde, ralentit le développement du pays.

## PROGRAMMATION DE SUCO

---

L'appui de SUCO aux partenaires du Nicaragua s'articule autour de deux grands axes d'appui :

- l'amélioration de la participation citoyenne pour atteindre à une démocratisation et une décentralisation plus efficiente et responsable de la gestion des affaires publiques et des actions de développement ;



- l'appropriation de l'approche agro-environnementale visant à assurer la sécurité alimentaire des familles rurales et à réduire la dégradation accélérée de l'environnement.

SUCO intervient principalement dans le département de Madriz, son niveau extrême de pauvreté (selon le dernier classement effectué par l'Institut national d'information du développement) est de 42%, un des plus élevés du pays. Ce département regroupe environ 68 000 personnes. La majorité des familles de ce département dépendent de la production agricole pour subvenir à leurs besoins, l'agriculture, surtout de type traditionnel, étant la principale activité économique. Cette dernière est caractérisée par de bas niveaux de rendement en raison du climat sec et de la pauvreté des sols. La population connaît un taux de chômage élevé, ayant comme conséquence la migration vers d'autres régions du pays ou vers d'autres pays de l'Amérique centrale à la recherche d'opportunités pour subvenir aux besoins familiaux.

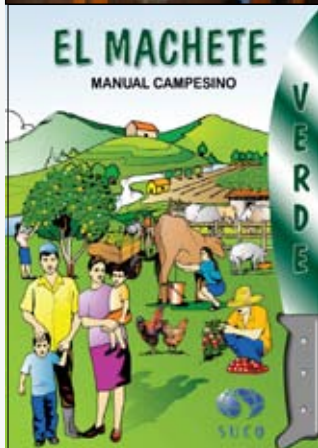
## LES PROJETS

---



- **Projet de renforcement institutionnel de l'organisation paysanne hondurienne (OCH): 2007-2009**, Ce projet appuie l'organisation à parfaire ses capacités d'intervention auprès de ses membres et offrir des services répondant à leurs besoins. Il est financé par la Fondation Jules et Paul Émile Léger.

- **Projet Participation citoyenne et bonne gouvernance locale : 2006-2007** visait la consolidation et le développement des espaces et outils de participation citoyenne à la gestion municipale. L'atteinte d'une démocratisation et d'une décentralisation plus efficace et responsable de la gestion des affaires publiques et des actions de développement étaient les objectifs poursuivis. Le projet s'est concrétisé grâce à un financement de l'Agence canadienne de développement international.



- **Programme de formation agricole basé sur le Machete Verde et le Projet Machete Verde** : une approche de développement durable pour les paysans et paysannes du Nicaragua et du Honduras (2006-2008) ont pour objectif l'appropriation de l'approche agro-environnementale par des techniciens et techniciennes agricoles, des producteurs et productrices visant à réduire la dégradation accélérée de l'environnement et à accroître les revenus de la classe paysanne. Ce projet est financé par le Ministère des Relations internationales du Québec